



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

A2025-0560

Reçu le 24/06/2025



**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté n° 2025-PREF/DCPPAT/BUPPE/224 du 24 juin 2025  
mettant en demeure la société MEDLINE OPERATIONS FRANCE SAS de respecter les  
prescriptions applicables pour son établissement situé Bt C - ZAC des Haies Blanches  
sur le territoire de la commune du COUDRAY-MONTCEAUX (91830)**

### **LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF-DCPPAT-BCA-193 du 19 mai 2025 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/436 du 20 juin 2016 portant autorisation d'exploiter à la société PANHARD DEVELOPEMENT pour l'exploitation de ses installations situées bâtiment C – ZAC des Haies Blanches au COUDRAY-MONTCEAUX,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° PREF.DRIEE.2018-0036 délivré le 4 décembre 2018 à la société RHENUS CONTRACT LOGISTICS PARIS SAS, dont le siège social est situé Bâtiment Le Dauphin 80 rue Condorcet à VAULX-MILIEU (38090), pour la reprise des installations précédemment exploitées par la société PANHARD DEVELOPEMENT,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° PREF.DRIEE.2021-0006 délivré le 3 mars 2021 à la société MEDLINE OPERATIONS FRANCE SAS, dont le siège social est situé 2 rue René Caudron Bâtiment 13F Parc d'affaires Le Val St Quentin 78969 VOISIN LE BRETONNEUX, pour la reprise des installations précédemment exploitées par la société RHENUS CONTRACT LOGISTICS PARIS SAS,

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 17 avril 2025, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 19 mars 2025, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 7 mai 2025 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 27 mai 2025,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 19 mars 2025, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- absence de l'état des stocks conforme aux exigences réglementaires ;
- présence d'un stock de 190 m<sup>3</sup> de palettes et de deux batteries d'engin stockées sans rétention dans la zone demi-lune ;
- Plan d'Opération Interne (POI) non mis à jour ;
- absence d'un Plan Défense Incendie (PDI) ;
- absence de la réalisation de l'exercice de défense contre l'incendie ;
- absence de la justification REI 120 des surfaces vitrées présentes sur les murs de la façade nord-ouest de toutes les cellules ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de :

- l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/436 du 20 juin 2016 portant autorisation d'exploiter à la société PANHARD DEVELOPEMENT pour l'exploitation de ses installations situées bâtiment C – ZAC des Haies Blanches au COUDRAY-MONTCEAUX et notamment les articles : VII.3.2 – Aménagement du stockage ; VII.5.2 – Moyens de lutte contre l'incendie et VII.2.2 Dispositions relatives au comportement au feu,
- l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et notamment les articles annexe II : 1.4 – Etat des matières stockées et 23 – Plan de défense incendie,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MEDLINE OPERATIONS FRANCE SAS de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La société MEDLINE OPERATIONS FRANCE SAS, dont le siège social est situé 2 rue René Caudron - Bât 13F Parc d'Affaires Le Val St Quentin 78969 VOISIN LE BRETONNEUX, exploitant une installation sise Bâtiment C - ZAC des Haies Blanches 91830 LE COUDRAY-MONTCEAUX, est mise en demeure de respecter les prescriptions de :

- l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/436 du 20 juin 2016 portant autorisation d'exploiter à la société PANHARD DEVELOPEMENT pour l'exploitation de ses installations situées bâtiment C – ZAC des Haies Blanches au COUDRAY-MONTCEAUX et notamment les articles suivants :

- article VII.3.2 – Aménagement du stockage :
  - en évacuant le stockage de palettes présent dans la zone demi-lune ou en justifiant via un porter-à-connaissance la possibilité de stocker des palettes dans cette zone, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;**
  - en stockant les batteries dans les locaux de charge ou en les évacuant, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;**
- article VII.5.2 – Moyens de lutte contre l'incendie, en réalisant l'exercice de défense incendie et en transmettant le compte rendu de celui-ci, **sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;**
- article VII.2.2 – Dispositions relatives au comportement au feu, en justifiant que les surfaces vitrées sont REI 120, et si ce n'était pas le cas en rétablissant le caractère REI 120 sur l'ensemble du mur, **sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;**

- l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et notamment l'article annexe II suivant :

- article 1.4 – Etat des matières stockées, en transmettant un état des stocks conforme aux exigences réglementaires et permettant notamment de connaître les volumes et tonnages stockés au regard des différentes rubriques ICPE correspondantes, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;**

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,  
Les inspecteurs de l'environnement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société MEDLINE OPERATIONS FRANCE SAS, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Madame la Maire du COUDRAY-MONTCEAUX.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU

